

---

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2025**Délibération n°2025/29**

Directrice : Sophie TROUART

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par ZOBIRI-AMRANI Mohamed

**ADHESION AU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES DU CENTRE  
INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE DE LA  
REGION D'ÎLE-DE-FRANCE****LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,****VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

**VU** le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L 452-39 et L 452-26,**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**VU** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,**CONSIDERANT** la nécessité d'adhérer au socle commun de compétences du CIG Grande Couronne de la Région Ile-de-France,

## APRES EN AVOIR DELIBERE

**DECIDE** de solliciter l'adhésion de la Commune de Sainte-Geneviève-des-Bois au socle commun de compétences du CIG de la Grande Couronne à compter du 1er janvier 2026 pour une durée de 3 ans renouvelable de manière tacite, sauf dénonciation expresse par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance.

**DECIDE que** Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal,

### VOTE

Pour : A l'unanimité

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme.

**La Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale,**

**Mme Danièle GARCIA**

Signé électroniquement par  
Danièle GARCIA



Le 11 décembre 2025

La présente délibération peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa publication, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire.

Accusé de réception en préfecture  
091-269101010-20251215-DEL2025-29-I  
Date de télétransmission : 15/12/2025  
Date de réception préfecture : 15/12/2025